

conférences en Wallonie, notamment à Andenne à l'invitation du bourgmestre Claude Eerdeken qui mettait une salle à ma disposition. Les réactions étaient souvent très virulentes. Une enseignante m'a lancé un jour : 'Je préfère être pauvre en Wallonie que riche en France'. Mais au cas où les Wallons refuseraient, ce serait leur choix démocratique".

GDM

□ La Wallonie demain, le dernier ouvrage de Jules Gheude, est publié aux éditions Mols (13 euros)



l'État belge. © DIDIER BAUWERAERTS

accompli sa tâche. Peu de temps après, il quittait le Rassemblement Wallon dont il n'approuvait pas le virage à gauche pour rejoindre le PRL en compagnie d'un certain Jean Gol.

Et trois ans plus tard, il démissionnait de son mandat de sénateur, estimant ne plus pouvoir travailler pour un État belge dans lequel il ne se reconnaissait plus.

François Perin est mort en 2013, à 92 ans. Jusqu'au bout, il a été un observateur lucide et caustique de la politique belge, fréquemment interrogé y compris par la presse flamande.

Pour sa part, Jules Gheude a été nommé Directeur au Commissariat général aux relations internationales de la communauté française jusqu'à sa retraite en 2011. Il a rédigé voici peu une biographie en hommage à son mentor.

GDM

□ La biographie de François Perin est parue aux Éditions Le Cri.

# “DIRE QUE SEULS 5 % DES FLAMANDS veulent l'indépendance est une erreur”

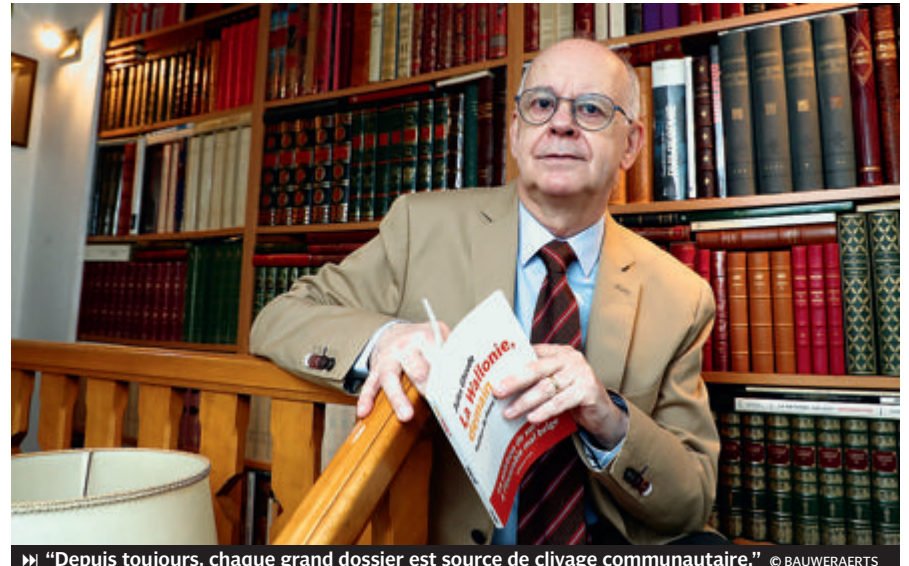
▶ Jules Gheude voit des confédéralistes dans tous les partis néerlandophones.

▶ Alors qu'en Flandre, le combat nationaliste suscite le respect, même s'il a été souillé pendant la Deuxième Guerre mondiale par les collaborateurs pro-allemands, en Wallonie, évoquer le rattachement à la France reste mal vu, au point de se faire taxer de “mauvais Belge”.

“Les francophones ont le grand tort de ne pas connaître le mouvement flamand et son histoire. Aujourd'hui, c'est Bart De Wever qui tient le mauvais rôle à leurs yeux. Mais depuis 1960, c'est le CVP qui a été à la base de toutes les manœuvres visant à saper l'État belge. Aujourd'hui encore, le président du CD&V réclame une nouvelle réforme des institutions. En 1973, le journaliste Manu Ruys écrivait un livre prophétique : ‘Les Flamands, un peuple en mouvement, une nation en devenir’.”

**PETIT RETOUR EN ARRIÈRE.** Avant 1830, les Belges ont été ballottés au gré des invasions et des mariages princiers. Une fois devenus indépendants, c'est le français qui est institué comme langue officielle. Il faudra longtemps au mouvement flamand pour obtenir une reconnaissance, d'abord culturelle, puis sociale et politique. “La Flandre a dû batailler pour obtenir son autonomie culturelle. La longueur de cette lutte a laissé des traces durables. La dualité entre les deux régions culmine pendant la guerre entre le mouvement flamand qui choisit la collaboration et le mouvement wallon qui choisit la résistance.”

En 1945 se réunit le Congrès wallon qui opte pour le rattachement à la France. Il change d'avis suite à l'intervention du socialiste Fernand Dehousse qui brandit la



▶ “Depuis toujours, chaque grand dossier est source de clivage communautaire.” © BAUWERAERTS

menace de réactions hostiles sur le plan international.

Les Wallons se rallient dès lors au fédéralisme. Il faudra attendre 1993 avant qu'il soit inscrit dans la Constitution.

“On entend souvent dire que les problèmes communautaires sont une perte de temps et d'énergie. Mais tous les grands événements depuis la guerre ont été marqués par un clivage communautaire : la Question royale, le Pacte scolaire, la création des régions et communautés, les nuisances sonores au-dessus de Zaventem, la construction d'un grand stade national. Ces jours-ci encore, la loi sur le Climat a fait l'objet d'un clivage très net entre Flamands et Wallons. Pour arracher à la Flandre la création de la Région bruxelloise, il a fallu sacrifier les Fourons. Aujourd'hui, j'entends dire Herman De Croo ou le professeur Sinardet que

seuls 5 % des Flamands veulent l'indépendance. À partir du moment où la NVA récolte 30 % et le Vlaams Belang, 11 %, et que ces deux partis veulent l'indépendance de la Flandre, on n'est pas loin du compte. Ou alors, on estime que les gens ne savent pas pour quoi ils votent ! Ajoutons quelques éléments radicaux du CD&V et la majorité est atteinte. C'est le social-chrétien Luc Van den Brande qui a lancé l'idée du confédéralisme. C'est l'ancien Premier ministre Yves Leterme qui a fondé le cartel CD&V/NV-A en 2004. J'ajoute que dans tous les partis flamands, il y a des confédéralistes. Même chez les socialistes. Luc Vanden Bossche, le papa de Freya, en faisait partie. Et en 2002, le libéral Karel De Gucht déclarait que la Belgique n'apportait plus aucune valeur ajoutée à la Flandre et qu'elle était condamnée à disparaître.”

GDM

# “Un préfet corse en Wallonie ? POURQUOI PAS UN LIÉGEOIS !”

▶ Un rattachement à la France ne signifierait pas pour les Wallons la perte de leurs droits actuels.

▶ Face aux demandes flamandes de révision de la Constitution ou de réformes institutionnelles, la réponse des Wallons ne varie guère : “Nous ne sommes pas demandeurs”.

Malgré tout, selon Jules Gheude, il leur arrive régulièrement de manger leur chapeau. Ce fut le cas ces dernières années avec le transfert des allocations familiales, la scission de Bruxelles Hal-Vilvorde, la régionalisation de la loi communale qui a permis à une ministre flamande de ne pas nommer quatre bourgmestres de la périphérie. Et il n'y a pas de raisons que cela s'arrête. “Le processus d'autodestruction de

l'État est inéluctable. La prochaine étape sera la sécurité sociale.”

**UNE REVENDICATION** dont l'ancien président du PS Guy Spitaels prédisait déjà qu'elle marquerait le fin de la Belgique.

Mais l'orage peut arriver plus rapidement. Que se passera-t-il si le 26 mai au soir, la Wallonie accouche d'une majorité progressiste alors que la Flandre choisit le centre-droit ?

“En 2009, nous avons lancé les États généraux de la Wallonie pour réfléchir à des scénarios le jour où la Flandre nous lâcherait. C'est dans ce cadre que nous

sommes arrivés à la conclusion que le rattachement à la France était le moins mauvais scénario. Un rattachisme de raison en quelque sorte”.

Le Rassemblement Wallonie-France ne présentera pas de listes le 26 mai. Son fiasco de 2014 l'a poussé à baisser le rideau.

“Je ne pense pas que c'était une bonne idée de créer un parti rattachiste. François Perin l'avait dit à Paul-Henri Gendebien lorsqu'il a lancé le Rassemblement Wallonie-France en 1999. Les résultats étaient mauvais et c'est donc facile de dire après que le rattachisme ne réunit personne en Wallonie. Plusieurs personnalités et non des moindres y sont pourtant acquises. Jean Gol était devenu partisan d'un rattachement de la Wallonie à la France quelque temps avant sa mort. Et

lorsque Daniel Bacquelaine s'est présenté à la présidence du MR face à Charles Michel, ce dernier l'a accusé d'être partisan d'une réunion à la France. Il a même ajouté qu'il ne voulait pas d'un préfet corse ou breton pour administrer la Wallonie ! Histoire de décrédibiliser ce scénario. Alors que s'il y a un jour un préfet pour administrer la Wallonie, il pourrait très bien être liégeois !”

**C'EST D'AILLEURS UN POINT** sur lequel Jules Gheude insiste beaucoup. Un rattachement de la Wallonie à la France n'impliquerait pas une assimilation mais plutôt un statut d'intégration-autonomie. “Selon le constitutionnaliste français Didier Maus, il serait parfaitement possible de créer un titre spécial de la Wallonie qui contiendrait une mini-constitution. Il serait parfaitement réalisable de conserver le droit belge du travail, celui de la sécurité sociale, des pans du droit fiscal, etc. Il en est déjà ainsi dans certains territoires français comme la Polynésie ou la Nouvelle Calédonie”.

GDM